

ARRÊTÉ N°1367/2022 DU 28 JUILLET 2022

**DÉLÉGATION DE SIGNATURE CONSENTIE À MADAME LAURIANE DETCHEVERRY,
RESPONSABLE DE L'ARCHE - PÔLE TOURISME ET ATTRACTIVITÉ**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le Code de la Commande Publique ;
- VU** la délibération n°87/2022 du 1^{er} avril 2022 portant élection de Monsieur Bernard BRIAND en qualité de Président du Conseil Territorial ;
- VU** la délibération n°90/2022 du 1^{er} avril 2022 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** l'organigramme des services de la Collectivité Territoriale ;

CONSIDÉRANT que pour une gestion efficace des services placés sous son autorité, le Président du Conseil Territorial doit déléguer sa signature à ses plus proches collaborateurs ;

CONSIDÉRANT que les missions confiées à Madame Lauriane DETCHEVERRY, Responsable de l'Arche, nécessitent l'octroi d'une délégation de signature pour en faciliter l'exercice ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Bernard BRIAND, Président du Conseil Territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon, donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation à Madame Lauriane DETCHEVERRY à l'effet de signer **dans la stricte limite du périmètre d'intervention de sa structure ou de ses missions** :

Dans le domaine de l'administration générale :

- Les bordereaux d'envoi et les correspondances courantes n'engageant pas la Collectivité Territoriale
- Les notes de service internes et circulaires relatives à l'organisation de la structure
- Les ampliements ou copies d'actes, attestations et certificats administratifs
- Les rapports et plaintes relatifs aux atteintes aux personnes et aux biens

Dans les domaines conventionnel, comptable et financier :

- Tout acte d'engagement d'un montant inférieur à 3 000 € lié à l'exécution du budget affecté à sa structure ; à l'exception des contrats et conventions autorisés par délibération du Conseil Territorial et du Conseil Exécutif
- La certification du « service fait », les états liquidatifs de dépenses et de recettes, et les décomptes relatifs au paiement des marchés signés et notifiés par le Président du Conseil Territorial
- Les déclarations de sinistres aux assurances

Dans le domaine des ressources humaines :

- Les décisions d'octroi ou de refus de demandes de congés annuels, les autorisations d'absence du personnel, les plannings et demandes d'heures supplémentaires

Article 2 : Toutes dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.

Article 3 : Le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmis au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transmis au représentant de l'État

Le 28/07/2022

Publié le 28/07/2022

ACTE EXÉCUTOIRE

Le délégué,

Bernard BRIAND
Président du Conseil Territorial

Le délégué

*Spécimen de signature de
Madame Lauriane DETCHEVERRY*

Destinataires :

Préfecture - Contrôle de la Légimité
Madame Lauriane DETCHEVERRY
Monsieur le Directeur Général des Services
Madame la Directrice du Pôle Tourisme et Attractivité
Direction des Finances Publiques
Journal Officiel - Publication

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON dans un délai de deux mois suivant sa publication ;

- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON dans un délai de deux mois suivant sa publication ou la décision de refus suite à un recours gracieux.

Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois par l'autorité compétente vaut décision de refus.